

# Hollande : un groupe propalestinien demande aux universités de ficher ceux qui ont des liens avec Israël

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 22 février 2022





[Certes, c'est Europe Israël News qui s'exprime.](#)

**Les Pays-Bas premier pays à officialiser  
l'antisémitisme :  
Désormais, les universités doivent ficher leurs  
employés ayant des liens avec Israël**

**Cette demande, qualifiée d'antisémite par  
les groupes juifs, survient suite à une  
requête d'un groupe propalestinien dans  
le cadre d'une loi sur la liberté de  
l'information.**

Les administrateurs de plus d'une dizaine d'universités néerlandaises ont donné pour instruction à leurs personnels d'établir en toute transparence leurs interactions avec des

organisations israéliennes et juives – une décision qui, selon les critiques, est antisémite.

Cet ordre donné aux employés suit une requête transmise le mois dernier par le Forum des droits, un groupe de défense pro-palestinien, qui a été transmise aux bureaux de multiples universités. Ces dernières ont fait savoir qu'elles étaient prêtes à rassembler ces informations dans la mesure où la demande du groupe a été certifiée en tant que requête **WOB\*** – une requête agréée par les procureurs du pays dans le cadre d'une loi sur la liberté de l'information qui a été adoptée en 2011 et dont le caractère est contraignant pour les organisations publiques ou financées par l'État.

**\* : sigle et désignation de la loi sur la liberté d'information !**

Il est difficile de dire si les universités répondront pleinement à cette requête en transmettant ces informations au Forum des droits.

*Suite de l'article sur le site...*

[Vérification faite, la demande a bien eu lieu, les universités ont cependant refusé \(pour l'instant\) !](#)

## **Les universités néerlandaises ne répondent plus aux demandes d'informations sur les relations judéo-israéliennes**

RUDIE BUNSKOEK 20 FÉVRIER 2022

JTA – Quatorze universités néerlandaises disent suspendre le respect [de la loi sur la liberté d'information](#) demandée par une organisation propalestinienne sur leurs relations avec les organisations israéliennes et juives.

Quatorze établissements parrainés publiquement, dont l'Université d'Amsterdam, l'Université d'Utrecht et l'Université de technologie de Delft, ont fait une déclaration

commune mardi après un cri d'inquiétude la semaine dernière à propos de la question déposée au Forum des droits. C'est de l'antisémitisme.

La lecture du rapport de la Commission Umbrella (*parapluie en espagnol*), représentant les universités des Pays-Bas et les universités publiques du pays, précise que la question « a suscité un sentiment de peur et d'insécurité ».

Le rapport indique que les universités ont demandé une « prolongation de délai » de non publication pour répondre à la demande, ce qui signifie qu' « aucune autre mesure n'est actuellement prise pour récupérer ou collecter les informations et les transmettre ».

Le rapport indique également que les universités équilibreront les exigences légales de la loi sur la liberté d'information, qui prévoit son statut juridique pour poser des questions, avec d'autres cadres juridiques, notamment « garantir la sécurité » du personnel universitaire.

***Il n'empêche que des organisations propalestiniennes, pas forcément bien intentionnées, tentent d'utiliser les lois libérales. N'attendez pas la même liberté en « Palestine », voire ailleurs dans d'autres pays musulmans ! Et que les universités puissent se poser la question d'y répondre... !!!***

Depuis que la question a été certifiée en tant que demande WOB aux Pays-Bas, les universités ont commencé à collecter des informations sur la conformité légalement requise auprès d'un organisme public ou financé par le gouvernement.

Gerard Jongman, directeur de The Rights Forum (*L'organisme propalestinien*), a écrit la demande à WOB pour obtenir des documents ou des informations sur « les universités, les établissements et les entreprises israéliennes, et les relations commerciales avec des organisations qui promeuvent le soutien à l'État d'Israël ».

Parmi les dizaines d'entreprises répertoriées par Jongman

figurent Christians for Israel, Elbit, le fabricant d'armes et de systèmes de sécurité israéliens, et l'association hollandaise-juive pro-israélienne de droite.

Mais la liste comprend également **les principales organisations juives aux Pays-Bas et ailleurs** qui ne se définissent pas comme israéliennes ou se concentrent uniquement sur Israël.

Parmi ces groupes figuraient la **Ligue anti-diffamation, l'Administration centrale juive des Pays-Bas, l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, ainsi que le Bureau national de coordination pour la lutte contre l'antisémitisme du gouvernement néerlandais**, dirigé par Pinoy Prith et Edo Verdoner, un Juif.

Le Conseil central juif a qualifié la demande d'antisémite et a exhorté mardi les universités à ne pas s'y conformer. Le rabbin Binyom Jacobs, le grand rabbin des Pays-Bas, a qualifié la demande d'antisémite et similaire au comportement des collaborateurs nazis.

Le forum des droits n'a pas répondu à une demande de commentaire du Jewish Telegraph.

**Recherche sur le génocide des juifs en fonction de leur origine**, durant la deuxième guerre mondiale, il est indiqué que ce sont ce sont 75% des juifs hollandais qui ont été exterminés (Données d'une historienne américaine), un contingent pratiquement des pires qui a fait dire que l'administration hollandaise aurait fait preuve de zèle. En Pologne et Allemagne, c'est 90% des juifs qui ont disparu, en Hongrie 70%, en Belgique 60%, autant de pays sous contrôle nazi durant toute la guerre. 26% en France, 20% en Italie, deux pays sous le fascisme une partie de la guerre.

**A leur habitude, les propalestiniens se sont dits victimes de diffamation !**

*Comme s'il était normal d'importer un conflit extérieur dans un pays étranger !*

## **Comment à notre demande Wob il est répondu par une campagne de diffamation**

Un groupe d'universitaires et d'étudiants a demandé au Forum des droits de soumettre une demande Wob aux universités néerlandaises. Ils craignaient des répercussions s'ils le faisaient eux-mêmes. Cette crainte s'avère justifiée.

***La suite sur le site...***